



SECTIONS de la DREIF



## 19 mars 2009

# GRÈVE GENERALE PUBLIC-PRIVE

Suite à l'ampleur des manifestations du 29 janvier dernier, le mouvement revendicatif s'est poursuivi dans de nombreux secteurs (DOM, Enseignement supérieur, entreprises où des fermetures, des licenciements sont annoncés,...). Ces actions des salariés de tous les secteurs montrent qu'une mobilisation est possible pour faire reculer le gouvernement sur sa politique anti-sociale.

**Dans la Fonction publique**, le 3 mars, les organisations syndicales ont unanimement demandé au ministre de la Fonction publique Eric Woerth :

- l'arrêt de la politique aveugle des suppressions d'emplois avec un moratoire pour 2009 ;
- une négociation salariale visant à une augmentation significative du point d'indice.

Le ministre s'est contenté de réaffirmer les choix du gouvernement : poursuite des « réformes » (coupes drastiques dans les budgets publics, restructurations à marche forcée, etc.). Jugeant les fonctionnaires peu touchés par la crise (!), il s'est permis d'appeler à « *un peu plus de civisme et un peu moins de revendications* » !!! L'actualité des derniers mois a montré que les services publics n'étaient pour le gouvernement qu'une insupportable dépense. Ainsi, les coupes continuent : hôpital public, culture, recherche, université et enseignement en général, etc. Tous les secteurs sont touchés !

Pourtant, de l'avis de nombreux économistes, c'est justement parce qu'il existe en France une protection sociale et des services publics performants que notre pays est, pour l'instant, moins sévèrement touché par la crise que ses voisins. Le service public n'est pas une charge, c'est un investissement. Le salaire des fonctionnaires n'est pas un gaspillage.

**Pour toutes ces raisons il faut, plus que jamais, agir tous ensemble**

**Toutes et tous en grève le jeudi 19 mars !**  
**Toutes et tous à la manifestation**  
**De République à Nation – Départ 14H00 à République**

Pour défendre l'emploi privé et public

Pour lutter contre la précarité

Pour l'amélioration du pouvoir d'achat (salariés, chômeurs, retraités...)

Pour défendre une protection sociale et des services publics de qualité

Pour que cesse le charcutage des services (RGPP, abandon de l'ingénierie publique,...)